pouvoir jouir des mêmes services offerts à nos concitoyens. Je sais qu'il existe une situation hypothécaire particulière en ce qui concerne les terres indiennes. Je félicite à nouveau le ministre d'avoir inséré cette disposition dans ce projet de loi, car je crois que lui-même et le gouvernement doivent assumer la responsabilité de garantir certains prêts aux Indiens. Nous avons besoin d'un délai pour nous permettre d'évoluer et de parvenir au point où nous pourrions assumer les mêmes responsabilités que les autres Canadiens. Nous ne devons pas constamment nous adresser au gouvernement pour lui demander ce qu'il peut faire pour nous. Nous devons également nous demander ce que nous pouvons faire pour nous-mêmes. Cependant, avant de pouvoir nous aider nous-mêmes, il nous faut avoir accès aux sources de crédit, aux services et aux autres avantages fournis aux autres citoyens.

● (9.50 p.m.)

Je n'avais pas projeté de faire une causerie sur ce sujet ce soir, monsieur le président. Je voudrais que le ministre précise le sens du paragraphe (4) à la page 5 du bill, concernant le montant maximum des prêts disponibles à une bande indienne. Cela s'applique-t-il au montant maximum disponible à une bande pour un projet communautaire? Ou est-ce le montant total qui serait mis à la disposition d'une bande y compris le montant global que les emprunteurs indiens pourraient obtenir à titre personnel?

J'ai dit dans mes observations préliminaires que je partageais à un certain degré l'intérêt des honorables vis-à-vis. J'espère que ce montant de \$100,000 ne fera pas l'objet de restrictions excessives. J'espère qu'il ne s'applique pas seulement aux Indiens membres de la bande. Si les Indiens pouvaient se grouper pour former une coopérative à eux, ils auraient des sources de crédit à leur disposition pour entreprendre des projets personnels. Je ne voudrais pas qu'on leur impose de restrictions en l'occurrence. Le ministre voudra peut-être nous éclairer sur ces points.

L'hon. M. Olson: J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les commentaires sur l'article 6 du bill à l'étude. Je remercie les députés d'en face et celui de Kamloops-Cariboo, qui siège de ce côté-ci, tout d'abord, pour leur souci de la question et, deuxièmement, pour leurs remarques. En ce qui concerne les demandes de prêts adressées par les Indiens et les bandes d'Indiens à la Société du crédit agricole, j'aimerais tout d'abord répondre au député de Kamloops-Cariboo que le paragraphe (4) de l'article 17A, dans le cadre de la disposition 6, a exactement la même portée pour la bande d'Indiens que pour toute autre corporation: le

maximum est de \$100,000. La somme de \$100,000 représente la dette d'une bande, à titre de corporation.

Que le chef de l'opposition m'entende jusqu'au bout et son sourire pourra virer au jaune. Tout groupe comptant un nombre quelconque d'Indiens qui vivent dans une réserve ou qui appartiennent à une bande, s'il forme une corporation ou une association reconnue par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, peut emprunter jusqu'à concurrence de \$100,000 pour chaque groupe.

M. Horner: Puis-je poser une question à propos de ce point même?

L'hon. M. Olson: Un instant. Le député n'avait même pas lu cet article avant de présenter son amendement.

M. Horner: Monsieur le président, je veux m'expliquer sur un fait personnel. Le ministre m'a imputé des motifs en disant que je n'avais même pas lu l'article. Je me levais simplement pour lui poser une question en vue d'éclaircir l'affaire. N'importe quel groupe d'Indiens, a-t-il dit, pouvait se former en corporation. . .

L'hon. M. Olson: Cela n'a rien à voir avec un fait personnel.

M. le président: Le député voulait s'expliquer sur un fait personnel mais il a apparemment changé d'avis et posé une question. Il peut ou s'expliquer sur un fait personnel ou attendre que le ministre ait terminé avant de poser sa question.

M. Horner: Monsieur le président, je sollicite votre indulgence. Les remarques du ministre et le fait qu'il ait mentionné que je n'avais même pas lu l'article m'ont incité à vouloir m'expliquer sur un fait personnel. Afin qu'il le saisisse bien je dois lui poser une question. Le ministre a de fait dit que n'importe quel groupe d'Indiens pouvait devenir une entité constituée en corporation, mais aux termes de cet article une bande peut-elle emprunter plus de \$100,000?

M. le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne vois pas le fait personnel.

L'hon. M. Olson: Monsieur le président, j'ai l'intention de prouver ce que j'ai dit tantôt, de façon à satisfaire les gens sensés.

En vertu de l'article 1, avec l'approbation, du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, deux ou trois Indiens qui s'associent en corporation peuvent emprunter jusqu'à \$100,000 par corporation. Si vous lisez le paragraphe (5), vous verrez qu'en outre,